

Pascale Berloquin-Chassany

**Un fossé à dimension variable:
la vision française des relations haïtiano-allemandes
(1890-1910)¹**

Le statut de première République noire de la «Perle des Antilles», obtenu en 1804 par les armes contre l'occupant français, n'engendra pas l'indépendance idéale. En effet, la France conserva de fait une influence déterminante sur les affaires politiques du pays en lui «octroyant» par exemple l'indépendance en 1825, ou encore en 1880, par la mise en place de la Banque Nationale d'Haïti. Les liens sont commerciaux et continus. La France absorbe la production haïtienne de café et veille jalousement à ses monopoles, que ce soit celui de la clause du pays le plus favorisé, en ce qui concerne les douanes, ou de la Compagnie Générale Transatlantique... Ces assises se voient pourtant ébranlées entre 1890 et 1910 par la concurrence nord-américaine et allemande. Cette période reste peu étudiée malgré l'ampleur des enjeux économiques qui se profilent en Haïti. Un désir manifeste de modernisation se concrétise par un appel de capitaux extérieurs alors même qu'une relative stabilité politique rassure les négociants nord-américains et allemands. L'examen de la presse nationale haïtienne souligne la part croissante de ces derniers dans l'obtention de concessions dans le pays, par exemple.

L'Empire de Guillaume II jouit d'une puissance industrielle considérable dont il convient d'écouler la production par l'acquisition de territoires en Afrique ou, plus précisément, dans le cas qui nous intéresse ici, par des efforts pour s'emparer du marché commercial en

1 Je tiens à remercier les organisateurs du colloque et Serge Gruzinski (Centre de Recherches sur les Mondes Américains) de m'avoir offert la possibilité de participer à ce colloque. Ce retour à Berlin me renvoie en 1995, lorsque, pour la première fois, j'allai à la rencontre d'Haïti. Les archives du Ministère – *Acta des Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten* – parce que rédigées en vieil haut allemand, m'invitèrent alors à reprendre la route vers Paris, Nantes puis Port-au-Prince.

Haïti (Renouvin 1955 : 15-16, 36, 165, 189; Henderson 1993; Lahme 1990).² Cet expansionnisme prussien se heurte, sans pour autant fléchir devant la résistance française et nord-américaine. Si les États-Unis visent également des débouchés économiques, leur objectif est plus ambitieux: il s'agit de détourner l'influence européenne du bassin des Caraïbes (Doctrine Monroe, de 1923).

Les lettres consulaires françaises abondent en signaux d'alerte qui annoncent une profonde modification des forces étrangères en Haïti, sans pour autant attirer efficacement leur attention (Manigat 2003).³ La vision consulaire d'un Empire allemand menaçant est-elle la conséquence d'un contexte européen transposé dans les Caraïbes? La défaite de 1870 assombrit vraisemblablement le tableau d'un Empire germanique aux ambitions belliqueuses.⁴ Les alliances franco-allemandes restent sporadiques et politiques. Il ne saurait être question de partager les avantages que chacun a obtenus dans le domaine économique. La France se voit menacée en tant que puissance coloniale sur différentes zones géographiques en cette fin du XIX^e siècle, et une focalisation sur Haïti permet de dégager un surprenant paradoxe: sûre de ses liens historiques avec ce pays, toute l'appréciation économique des relations haïtiano-allemandes se voit reléguée à une énumération dépassionnée, comme si cette menace n'en était pas une ou, plus concrètement, relevait de la fatalité. La France redoute l'ingérence politique allemande dans la mesure où son influence propre semble constituer l'objectif à protéger par excellence. Cette peur éclate au grand jour lorsque l'arrivée de bâtiments de guerre allemands se profile et le ton épistolaire français adopte alors un ton paniqué. L'indépendance, quoique relative, doit rester la chasse gardée de la France. Cette approche invite à une critique rigoureuse de la subjectivité des représentants français. Nous ne pouvons perdre de vue que la teneur sensible

2 En 1885, le Congrès de Berlin envisage de construire un empire colonial (vues sur Samoa).

3 «[...] il est regrettable de le dire, ni les grandes maisons de commerce françaises, ni les compagnies de navigation subventionnées ou autres n'ont cherché à réagir sérieusement [...]» (CCC 12 : 107, lettre du 6 octobre 1891 rédigée à Carcassonne, *Étude sur la situation économique de la France et des États-Unis dans l'île d'Haïti*, réalisée à Port-au-Prince).

4 Entre 1891 et 1895, de nombreuses rumeurs colportent des promesses de traité commercial entre l'Allemagne et Haïti.

des récits a pour objectif de convaincre Paris d'envoyer un navire vers Port-au-Prince.

Au tournant du XX^e siècle, les relations diplomatiques marquées par l'ombre des canonnières se teintent d'enjeux économiques. La clairvoyance réduite de la France surprend au regard des éléments, certes épars, mais néanmoins présents, relatant l'avancée méthodique de la présence allemande en Haïti.

1. Présence discrète en Haïti

Dès 1764, une colonie allemande s'installe aux environs du Môle Saint-Nicolas:

L'Indépendance haïtienne les distinguera des blancs français, [ils] leur donnèrent les droits de citoyen et le nom générique de «noir». Un siècle plus tard, de nouveaux habitants des villes hanséatiques arrivent en Haïti, entrèrent comme employés chez les négociants français, épousèrent leurs filles et devinrent leurs successeurs (Aubin 1910 : XXI-XXII).⁵

L'intégration allemande inquiète d'autant plus la France que cette pratique du mariage avec les Haïtiennes «noires ou non» (CP 44 : 212, lettre du 1^{er} novembre 1894) signale une installation définitive sur le territoire.

Les missives consulaires françaises couvrant notre période dénoncent la redoutable et si discrète concurrence allemande. En 1887, des officiers mandatés par la Société de Géographie allemande adressent mensuellement des croquis et un rapport à leur gouvernement. En 1903, des capitalistes allemands circulent en Haïti, ce qui amplifie les rumeurs sur la création d'une banque ou l'achat de concessions. Le regard français regrette la proximité apparente entre l'Allemand et l'Haïtien, comme si elle compromettait, à terme, son influence dans le pays. Il est vrai que le Français en Haïti veille à maintenir une certaine distance avec la société haïtienne.

Au niveau diplomatique, les relations sont cordiales.⁶ En 1891, la vision française révèle un constat glacial de l'avancée allemande en Haïti: «L'Allemagne a trouvé le moyen de profiter de notre décadence

5 Loi Dubois du 30 octobre 1860: le mariage d'une Haïtienne avec un étranger lui confère l'administration des biens du couple (Joachim 1979 : 176).

6 En témoigne l'organisation par le consul impérial de l'anniversaire de l'arrivée du Président Salomon au pouvoir en 1885 (Nantes, 2MI 5 vol 19, lettre du 26 octobre 1885).

commerciale en Haïti pour multiplier par cinq le chiffre de ses expéditions dans ce pays». ⁷ Pourtant, Haïti autorise la création d'une Légation afin d'être représentée à Berlin. ⁸ En 1892, le représentant consulaire d'Allemagne en Haïti est élevé au rang de ministre résident. Son exemple en matière de conciliation est proposé aux ressortissants français toujours plus avides d'indemnités, ⁹ les banques de Hambourg alimentent les emprunts gouvernementaux tandis que leurs navires de commerce deviennent de plus en plus compétitifs. Si en 1901, la signature du traité de commerce entre Paris et Port-au-Prince provoque une guerre de tarifs entre Haïti et l'Allemagne (sur laquelle nous reviendrons), l'année 1902 s'achève par le mariage de Boisrond-Canal avec une baronne de Madelung. Cet événement symbolise pour la France la confiance intéressée qui se développe entre Haïti et l'Allemagne. ¹⁰

Cette entente, quoique fragile, est bien réelle. Alors, comment expliquer ce détachement français équivoque devant l'avancée allemande sur le plan de l'économie intérieure haïtienne, tout en contraste avec l'angoisse précisément formulée au moindre soubresaut entre les représentants diplomatiques haïtiens et allemands?

2. Investir en Haïti

En cette fin du XIX^e siècle, Haïti aspire à une modernisation de ses infrastructures et utilise pour cela des capitaux extérieurs. ¹¹ Les projets, les contrats de concession et les traités de commerce se bousculent, multipliant les points d'ancrage de l'ingérence allemande au détriment de son ennemie de 1870. La Compagnie Transatlantique, société française de transport maritime, jouit du monopole en Haïti. Toutefois, son service laisse à désirer, les mécontents se font entendre

7 CCC 12 : 107, lettre du 6 octobre 1891 rédigée à Carcassonne, *Étude sur la situation économique de la France et des États-Unis dans l'île d'Haïti*, réalisée à Port-au-Prince.

8 CP 40 : 88, lettre du 30 juin 1890, *Exposé de la situation générale d'Haïti*, année 1890.

9 La rédaction du *Réveil* du 29 juillet 1893 exprime son désir de voir les Français les imiter.

10 Lespinasse est le gendre du banquier allemand Reinbold.

11 Ainsi, en 1883, le Président Salomon offre la nationalité haïtienne à tout entrepreneur s'engageant à créer une usine dans le pays (Nantes, 2 MI 5 fol 86 vol 18, lettre du 5 mars 1883).

et se tournent vers les concurrences hollandaise et allemande (Gaillard 1989 : 73).¹² En 1909, la compagnie *Hamburg-Amerika Linie* (*Atlas Line Service*), la *Deutsche Lloyd*, sans omettre la *Koninklijke Westindische Maildienst*, desservent toutes les semaines les principaux ports de l'île et leurs navires sont trois fois plus nombreux que ceux de la Compagnie française.

2.1 Concessions

Transporter la production agricole – café, coton, campêche – et communiquer efficacement implique la construction de câbles, de lignes de chemin de fer, de tramway et la réfection des routes et ponts (Corvington 1994 : 20-21). Les investisseurs étrangers s'emparent du marché, à peine déguisés sous la dénomination de «Compagnie haïtienne» ou de prête-noms d'intermédiaires nationaux.¹³ Au-delà de l'accord gouvernemental, l'élaboration d'un projet en Haïti exige l'aval législatif, ce processus prend du temps.¹⁴ Par exemple, l'affaire des câbles sous-marins embrasse une large part de notre période.¹⁵ La quête de la rentabilité et la difficulté de l'atteindre expliquent les spéculations, les changements de propriétaire...

Prenons l'exemple des rames de tramways dans la capitale haïtienne dont la circulation observée en 1897 ne saurait interrompre la valse des gestionnaires. Les concessionnaires – veuve Daguesseau Lespinasse J. Granville – du contrat originel de construction (1893), le

12 Dès 1888, la durée et le coût du transport varient entre la Compagnie française et ses concurrentes de «26 à 30 jours pour 1 000 francs contre 15-20 jours entre 750 à 800 francs» (Nantes, 2MI 5 vol 20, lettre du 7 avril 1888).

13 En 1890, la concession de la Gonâve appartient à des négociants et des banquiers allemands (Joachim 1979 : 176).

14 Par exemple, le contrat qui lie le gouvernement à F. Pressoir, ingénieur français, financé par la Banque de l'Union Parisienne pour réaliser la voie ferrée entre Léogâne et les Cayes ne reçut guère la sanction du Corps législatif en raison des troubles politiques de 1911 (NS 43, contrat du 31 mars 1911; Michel 1989 : 59). La construction du «Pont Hippolyte» en métal entre les Gonaïves et Saint-Marc envisagée dès 1890, entérinée par la loi du 20 août 1895, n'est pas encore réalisée en 1907 (*Moniteur Officiel* du 22 mai 1907).

15 En 1888, le câble semble trop coûteux pour le Président Salomon. Grâce à la médiation du Français Charles d'Aubigny, Président du Comité de Bienfaisance de Port-au-Prince, ce contrat est voté en septembre 1892. La dette non remboursée à l'échéance prévue se greffe aux négociations du traité commercial franco-haïtien en 1900.

cèdent l'année suivante à H. Laforestrie, qui en fit de même en 1895 au bénéfice du Comité des Négociants d'Haïti.¹⁶ En 1901, devant les difficultés de gestion, le gouvernement devenu propriétaire des Tramways de Port-au-Prince les cède la même année à la Société des Chemins de Fer de la Plaine du Cul-de-Sac – PCS, compagnie allemande – (Michel 1989 : 124-125; Corvington 1994 : 76-77). Cette dernière poursuit son extension vers le nord du pays.¹⁷ En 1905, les comptes de la PCS révèlent le succès de l'utilisation de ce mode de transport, qui se pérennise.¹⁸

Les mines de cuivre à exploiter, la recherche de manganèse (arrondissement des Côteaux), d'or (Borgne et Miragoâne), de pétrole, de fer et de salines suscitent un attrait qui se vérifie dans la multiplication des contrats de concession en cette période. La région de l'Étang Saumâtre (Vallière, Fort Liberté) laisse à son tour présager des gisements miniers (cuivre, fer, platine) «sur un espace de 400 km² environ». D'où l'intérêt d'y implanter une ligne de chemin de fer (PCS).¹⁹ La découverte de gisements miniers rend la réalisation de telles infrastructures prioritaire.²⁰ De même la conclusion d'un contrat relève-t-

16 Le «Comité des négociants d'Haïti, est formé des sieurs Simmonds frères, F. Hermann et Co, F. Elie et Co et Tancrede Auguste. Les travaux de construction du réseau, [...] débiteront en 1896» (Corvington 1994 : 21).

17 Lignes Port-au-Prince – Lac Azuei (1903), pour Carrefour (1907) et pour Léogâne (1910) (Michel 1989 : 67, 69; Corvington 1994 : 131).

18 Nord Alexis, dans son discours du 1^{er} mai 1905 pour la Fête de l'Agriculture, s'étend sur les résultats honorables «obtenus par les chemins de fer de la PCS et celui du Cap Haïtien à la Grande Rivière du Nord» (*Moniteur Officiel* du 6 mai 1905). Pendant la période 1910-1911, un million de passagers empruntent les tramways de la capitale (Michel 1989 : 71).

19 La présence de mines de cuivre le long des voies amène le syndicat à créer une société anonyme, Chemin de fer du Nord (Nantes, 2MI 7 vol 26 : 299, lettre du 15 avril 1902).

20 Notons l'intervention de l'État en 1904 pour achever les travaux de la ligne de chemin de fer Cap-Haïtien – Grande Rivière du Nord (loi du 27 février 1904) par une nouvelle convention entre le Secrétaire d'État aux Travaux Publics et la Société des Chemins de fer du Nord (contrat du 1^{er} septembre 1898 accordant à J.-C. Eusèbe la concession de ladite ligne) et le regroupement de capitaux haïtiens, parce qu'insuffisants, avec ceux de l'extérieur – la BNH pour une somme de 4 000\$, des capitalistes allemands pour 2 000\$, nord-américains pour 1 000\$; les actions françaises représentent une valeur de 5 000\$, celles du gouvernement haïtien 15 000\$; et 2 000\$ sont apportés par des nationaux (Nantes, 2MI 7 vol 26 : 299, lettre du 15 avril 1902).

elle d'une véritable aventure internationale, qui attise les convoitises étrangères.²¹ Ainsi en 1903:

[...] le gouvernement allemand suit avec attention les affaires d'Haïti. Pendant le mois de février, la capitale fut visitée par plusieurs Allemands [...] [dans] l'espoir que le Président Nord Alexis accorderait à l'Allemagne des concessions au point de vue commercial (NS 10 : 82, lettre du 2 mars 1903).

Dès 1909, la lutte entre la compagnie allemande Plaine du Cul de Sac (PCS) et le groupe nord-américain Mac Donald mobilise l'opinion publique et l'attention diplomatique. L'enjeu consiste en l'acquisition du contrat de construction des lignes de chemin de fer dans le nord du pays. La médiatisation de la querelle favorise la mise à jour du danger impérialiste par l'emprise économique en Haïti.²² Les accusations pleuvent sur les investisseurs nord-américains en raison de leur mépris supposé à l'égard des Haïtiens.²³ Les Allemands reçoivent moins d'attaques en raison de leur intégration plus sensible à la vie haïtienne et le succès relatif de leurs entreprises (tramways...).²⁴ Toujours est-il que le contrat est signé avec la compagnie nord-américaine en avril 1910 et sanctionné par la Chambre des députés puis par le Sénat malgré les injonctions de méfiance du journal *L'Impartial*:

[...] il serait excessivement imprudent de confier à un seul homme, M. Mac Donald, 500 km à construire [...] n'oublions pas que depuis 1904, ces mêmes personnes, avec quelques changements de noms, n'ont pu faire que 20 km (*L'Impartial* du 13 janvier 1910).

21 De recommandations en négociations; par exemple, Charles d'Aubigny obtient la concession d'une ligne de chemin de fer pour le sieur Ledoux, en 1890 (Nantes, 2MI 6 vol 22, lettre du 8 septembre 1890). En 1895, O'Shea (Irlandais) mandataire d'un syndicat financier européen (Angleterre, France, Hollande), cherche à récupérer le contrat de Nemours Auguste, couverture d'un syndicat français (Nantes, 2MI 7 vol 26 : 299, lettre du 15 avril 1902, loi du 29 octobre 1898).

22 «[...] les adversaires se reprochent déjà mutuellement de menacer l'indépendance du pays [...] et de vouloir triompher en distribuant de gros pots de vin» (NS 4 : 60-61, lettre du 12 août 1909).

23 *L'Impartial* accuse Mac Donald d'être «arrivé en ce pays avec la notion que les Haïtiens sont des gogos» (14 août et 25 octobre 1909).

24 En 1910, l'image de la PCS a quelque peu perdu de son éclat: la direction est étrangère, souvent vacante et l'entretien des voies, la sécurité des voyageurs, la ponctualité des trains restent insuffisants (*L'Impartial* du 8 mars 1910, cite le *Nouvelliste*, Rapport des commissaires du gouvernement).

Le représentant français observe passivement les événements «car la France ne peut rien obtenir en Haïti», faute de capitalistes et d'entrepreneurs (NS 11 : 13, lettre du 6 octobre 1909).

2.2 *Le Bord de Mer*

L'élite dite du «Bord de Mer», qui détient le haut commerce de l'import/export, est majoritairement française au début de notre période.²⁵ Sa composante financière (banquiers, spéculateurs) change de visage entre 1890 et 1910: l'influence française cède le pas devant le dynamisme allemand et nord-américain. En effet, en 1909, les quatre plus grosses maisons d'importation du pays sont tenues par des Allemands. Le journal *L'Impartial* dénonce leur monopole de la banque et du haut commerce d'exportation, et l'expression «moustaches blondes» devient symbole de «gros bonnets, ceux qui traitent des grosses affaires et réalisent de beaux placements» (Corvington 1994 : 66, 193). Et ce malgré la concurrence fort enviée de la convention de commerce signée avec la France en 1900.

Les Haïtiens accèdent difficilement au crédit en raison notamment de son étroite dépendance par rapport à la fluctuation du cours des devises étrangères (Manigat 1967 : 330). Le moindre contrat accordé à des capitalistes étrangers laisse craindre une occupation territoriale.²⁶ Par conséquent, le gouvernement haïtien respecte au mieux ses engagements, nullement tenté de partager le sort de sa voisine, la République dominicaine, dont les douanes furent saisies en 1905 par les États-Unis. Dans la mesure où ces revenus permettent principalement de rembourser la dette extérieure, l'État manque parfois de liquidités et s'adresse pour y remédier à des prêteurs étrangers. Lorsque la Banque Nationale d'Haïti refuse son soutien, les taux d'intérêt des emprunts locaux s'enflamment et les emprunts se succèdent pour rembourser les

25 Selon Georges Corvington (1994 : 27), les Haïtiens détiendraient le moyen commerce. En 1880, A. Thoby estime à trois le nombre de négociants nationaux. T. Auguste, A. Bobo et C. Leconte investissent dans le commerce par le biais des travaux publics ou agricoles (Péan 1977 : 26-64). Une «Étude sur la situation économique de la France et des États-Unis dans l'île d'Haïti», lettre émise de Carcassonne le 6 octobre 1891, indique le chiffre de 64 négociants consignataires dont 5 Nord-Américains (CCC 12 : 107). Gusti-Klara Gaillard (1989 : 99) les chiffre à 3 000 personnes en 1894.

26 La cession de la moindre parcelle de territoire est formellement interdite par la Constitution haïtienne.

précédents. Les différents gouvernements deviennent ainsi redevables auprès des négociants du Bord de Mer. Ces derniers profitent des faveurs des représentants diplomatiques de leurs pays respectifs en finançant par exemple des partis politiques. Ce moyen de pression stimule l'ingérence étrangère en Haïti.

Pendant la magistrature du Général Nord Alexis, de nombreux contrats sont sanctionnés par les Chambres, accordant des concessions à des entrepreneurs haïtiens. L'objectif prend une tournure spéculative ou associative en collaboration avec l'étranger, faute de financements nationaux.²⁷ Le cri d'alarme français devant les concurrences nord-américaine et allemande en Haïti souligne une fois encore son dépit:

[...] nous devons tout faire, en ce moment surtout, pour empêcher que certaines concessions haïtiennes ne tombent entre les mains des Américains, au plus grand détriment de l'influence française dans notre ancienne colonie (NS 16 : 9, lettre du 21 septembre 1908).

Un constat s'impose: la tonalité des courriers français reste descriptive. Les concessions sont égrenées au fil des lettres consulaires. Le recul français en ce domaine est présenté comme une fatalité qui ne saurait mobiliser davantage d'attention. En effet, cette ancienne colonie brille par l'échec de ses entreprises, aussi bien celles bénéficiant d'un monopole officiel (BNH, Compagnie Transatlantique) que les compagnies privées, telles que le service hydraulique de Port-au-Prince.²⁸

3. Ingérence politique

Lorsque les relations diplomatiques s'échauffent entre l'Allemagne et Haïti, la menace de la canonnière fait son effet. Au cours de notre période, elle perd toutefois de son efficacité: les enjeux se sont dépla-

27 «[...] ils espèrent soit revendre leur contrat à des compagnies, soit trouver des capitalistes consentant à s'associer avec elles et leur apporter les fonds nécessaires» (NS 16 : 5, lettre du 25 février 1908).

28 Service qui n'est guère géré correctement par la commune et se voit confié en 1902 au sieur Aboilard, citoyen français (Corvington 1994 : 72). L'année suivante, devant la non-exécution manifeste du contrat, l'État haïtien tente de le récupérer moyennant une somme compensatoire, et ce au besoin par la force, car l'outrage est d'autant plus sensible qu'un pavillon français flotte sur les bâtiments sensés être publics, donc haïtiens. L'accord voit le jour en 1904 et la sentence du 26 juillet 1906 fixe l'indemnité à 225 000 francs.

cés vers le terrain économique et les relations humaines centralisent l'attention générale.

3.1 Suprématie navale

Emil Lüders, inscrit à la Légation allemande, est arrêté pour vol et condamné à un an de prison en 1897. Le Comte de Schwerin, Représentant de la Prusse, ne se contente pas de sa remise en liberté et le Président Sam se voit contraint de verser une indemnité de 20 000 dollars «parce que la force prime sur le droit», mais refuse catégoriquement de présenter des excuses. Les relations diplomatiques s'interrompent dès lors que le Ministre allemand refuse tout arbitrage au nom de son gouvernement et quitte l'île avec sa femme, fin octobre. L'hostilité se concrétise par des ultimatums qu'il n'est plus possible de prolonger. Chacun redoute le bombardement allemand. Meyer, Représentant français, se posa médiateur, d'une part en consultant les désirs de l'Allemagne et, d'autre part, en rédigeant la lettre d'excuses du gouvernement haïtien destiné à la Légation allemande.²⁹ L'alerte fut rude pour les Haïtiens, le cabinet ministériel démissionna, chacun espérait une résistance de la part du Président Sam. L'année suivante, les relations sont à nouveau cordiales entre Port-au-Prince et Berlin, beaucoup trop aux yeux des États-Unis et de la France qui observent, suspicieux, les sondages effectués par des navires allemands dans les ports haïtiens.

La laborieuse transition du pouvoir en 1902 se caractérise par la scission entre un gouvernement provisoire vacillant (Boisrond-Canal) et une opposition au nord du pays qui gagne en vigueur (les partisans de Firmin). Le soutien allemand auprès du gouvernement provisoire (armes) ne semble guère préoccuper la France qui s'obstine à ne pas intervenir en Haïti. Lorsque, le 2 septembre, l'Amiral Killick, firministe, saisit le *Markomania*, bâtiment allemand transportant des armes pour le gouvernement haïtien, le prétexte est fourni à Boisrond-Canal pour revendiquer une aide plus conséquente auprès de l'Allemagne. Le bâtiment de guerre *Panther* se dirigea alors vers la ville du Cap Haïtien, au nord du pays, afin de régler le sort de la *Crête à Pierrot*, aviso haïtien aux mains des firministes. Devant cette menace, l'Amiral

29 «La lettre d'excuses exprimerait des regrets et [que] l'on se contenterait du mot regretter exclusivement» (CCC 12 : 345, lettre du 11 décembre 1897).

Killick saborda son navire après en avoir évacué l'équipage. L'Empereur Guillaume II fut satisfait du dénouement – «Bravo "Panther", gut gemacht!» («Bravo "Panther", belle action!»); pourtant, la population maîtrisée par Firmin ne fournira pas l'alibi nécessaire pour justifier une attaque allemande.

Les limites de la force militaire apparaissent dès l'arrivée du Général Nord Alexis au pouvoir en décembre 1902. L'exemple le plus explicite reste le Procès de la Consolidation, deux ans plus tard, qui procède d'une enquête judiciaire ouverte à l'encontre des dirigeants étrangers de la Banque Nationale Haïtienne.³⁰ La clémence du Président malgré les sollicitations étrangères n'est pas au goût du jour, ce qui provoque une arrivée massive de navires allemands (l'*Indéfatigable*, le *Bremen*, le *Panther*). Le représentant français réclame un soutien maritime à son gouvernement, en vain. Notons que la sanction des coupables étrangers fut tout de même prononcée, comme si la menace militaire perdait de son importance.

3.2 Du pouvoir financier

Les banques de Hambourg alimentent les emprunts gouvernementaux.³¹ La diplomatie française redoute cette manne financière en Haïti au point de sombrer parfois dans un délire paranoïaque: l'Allemagne projetterait un protectorat de Santo-Domingo, d'Haïti, la Banque Nationale d'Haïti serait allemande, sous une étiquette française, elle aurait obtenu «des concessions véritablement fabuleuses qui équivalent à l'abandon des recettes haïtiennes entre ses mains» (Nantes, 2 MI 5 vol 20, lettre du 30 mars 1888). Sans plonger dans le mélodrame français à Port-au-Prince,³² il est incontestable que certains hommes politiques nationaux profitent des soutiens financiers allemands. À tel point qu'en 1900 «les Allemands se rendant compte de l'influence qu'exerce notre Légation sur les secrétaires d'État actuellement au pouvoir,

30 Nantes, 2MI 7 vol 27 : 150, lettre du 11 septembre 1903. Le procès de la Consolidation débute le 28 novembre 1904 (*Moniteur Officiel* du 4 janvier 1905). De la Myre Olrich et Tippenhauer sont arrêtés et le premier est reconnu coupable sans circonstances atténuantes (arrêté du 4 janvier 1905). Après négociation de l'amende, la libération par grâce présidentielle est accordée.

31 Simmond aide ainsi le gouvernement du Général Salomon (Nantes, 2 MI 5 vol 19, lettre du 16 septembre 1886).

32 «Faine est inféodé à certaines maisons allemandes, ses créancières» (CCC 13 : 131, lettre du 13 mai 1899).

font des efforts pour renverser ce Cabinet en vue de préparer l'avènement de M. Faine et M. Lespinasse, anciens ministres notoirement dévoués à leurs intérêts».³³

Lorsque la succession du Président Sam prend une tournure problématique, en avril 1902, Tippenhauer, représentant d'un groupe de capitalistes allemands, s'engage, au moyen d'un prêt, à faciliter l'arrivée de Leconte à la présidence, «moyennant la concession à des Allemands des mines d'Haïti, du monopole exclusif du charbon de terre établi dans la région du Môle» (Nantes, 2MI 7 vol 26 : 303, lettre du 15 avril 1902). L'Empire n'a pas besoin du Môle-Saint-Nicolas, il possède déjà à Saint-Thomas et à Kingston des dépôts de charbon. Toutefois, ses intérêts sont notables en Haïti, les pertes occasionnées par la destruction de la ville du Petit-Goâve l'illustrent en s'élevant à 50 000 dollars.³⁴

Dans le registre diplomatique, un incident mérite d'être relaté ici en raison de son issue inattendue. Nord Alexis opposa une résistance farouche aux menaces allemandes. En 1904, les couples Zimmerer (Représentant de l'Allemagne) et Deprez (Légation française) sont accueillis «par une grêle de pierres lancées par les soldats de la garde».³⁵ Des excuses sont réclamées au plus haut niveau. Nord Alexis s'y plie sans pour autant inclure le gouvernement dans sa démarche. Lors d'une réception officielle, le Président aurait simplement signifié aux diplomates «Messieurs les Ambassadeurs, je vous excuse» afin d'éviter de présenter les excuses au nom de la République d'Haïti. Sa réputation d'illettré servit de prétexte pour cette confusion volontaire.³⁶ La déception allemande eut beau motiver la réclamation d'un navire, l'affaire en resta là. La finesse du Président haïtien révèle la réalité, en même temps que la ténuité, de sa marge de manœuvre.

33 Le traité commercial franco-haïtien est sur le point d'être signé et l'Allemagne vise les mêmes avantages (CCC 13 : 197, lettre du 4 janvier 1900).

34 Les maisons Hermann Reinbold & Cie et Gorlack & Cie seraient en partie préservées (Nantes, 2 MI 7 vol 27 : 2, lettre du 18 août 1902).

35 L'incident eut lieu le 22 juin 1904 au soir (P. Desprez, NS 12 : 222, télégramme du 23 juin 1904).

36 *Le Moniteur Officiel* publie le 6 juillet 1904 une version nuancée: «Son Excellence le Président de la République [...] leur présenta ses excuses personnelles», le pays n'est donc pas officiellement incriminé; l'incident ne fut pas relaté à l'opinion publique.

En août 1911, l'Allemagne continue d'alimenter les révoltes civiles et militaires en finançant le parti du Général Leconte. L'entente est ostentatoire, comme en témoigne l'irruption armée des marins du *Bremen* pour protéger les nationaux allemands. Ainsi, sans le moindre scrupule, l'Allemagne finance les partis politiques de l'opposition tout en parant aux difficultés gouvernementales passagères. La supériorité militaire complète, si le besoin s'en fait sentir, les méthodes économiques plus discrètes et somme toute irrégulières. L'essentiel de sa stratégie porte sur des contrats de concession avant de s'engager plus avant dans un arrangement officiel comme la signature d'un traité de commerce.

3.3 *Pour un traité de commerce avec l'Allemagne?*

En 1892, la France s'interroge sur les visées de la Prusse, la soupçonnant de négocier un traité commercial avec Haïti qui compromettrait ses privilèges. Les rumeurs s'estompent pour reprendre trois ans plus tard.³⁷

La France absorbe les deux tiers de la production caféière d'Haïti,³⁸ le dernier tiers est destiné à Hambourg.³⁹ Le cacao en amande représente 10% de l'importation totale de l'Empire. Ce dernier est également très intéressé par le bois de campêche pour l'industrie de Saxe. En juillet 1900, la France s'entend avec Haïti sur un nouveau traité de commerce.⁴⁰ En conséquence, l'Allemagne proclame la

37 En janvier 1895, la Prusse revendique à son tour une commission pour l'examen de ses demandes d'indemnités (CP 45 : 18, lettre du 8 janvier 1895).

38 Soit approximativement 25 kilos-tonnes en 1904. 10% des importations françaises de café proviennent d'Haïti. Cette valeur concerne la moyenne annuelle entre 1887 et 1896 (CCC 13 : 234, lettre du 24 février).

39 Ce café serait de qualité inférieure par rapport à celui destiné à la France (CCC 13 : 367, lettre du 8 octobre 1901).

40 Les droits d'importation du café en France sont réduits «au nom de la Nation la plus favorisée». Cette convention est en vigueur pour une durée de 18 mois reductible automatiquement pour une même période en l'absence de dénonciation. La France commet une erreur involontaire vis-à-vis de son ancienne colonie: «Antérieurement à 1892, il n'avait jamais été question d'admettre les marchandises de Haïti au bénéfice du tarif conventionnel. Le tarif de 1885 ne mentionne pas le traité de 1838, la clause de l'article 3 [...] se retrouve entre 1830 et 1860 dans la plupart des traités commerciaux notamment avec les Pays du Centre et Sud Amérique. Elle a toujours été interprétée en France comme ne donnant pas droit au bénéfice du tarif conventionnel. La liste des tarifs minimums de 1892 ne mentionne pas Haïti», ce qui montre bien l'absence de réciprocité

guerre des tarifs douaniers, réduisant ainsi considérablement les échanges entre les deux pays. Berlin impose alors une augmentation de 20% des droits de douane sur les bois de campêche importés d'Haïti et multiplie par deux ceux qui portent sur le café et le cacao. Dès le mois d'avril 1901, le Président Sam, réplique par l'augmentation des taxes portant sur les produits haïtiens en Allemagne. Les deux gouvernements campent sur leurs positions. Si la demande des négociants en bois de campêche reprend de la vigueur après le règlement de ce désaccord, celle portant sur le café restera faible en raison de la concurrence brésilienne.

Dès 1906, le consul Munzenthaler tente de négocier avec Sannon une entente commerciale. Là encore, l'objectif consistera à éviter la prorogation du traité avec la France. Devant ce nouvel échec «l'Empereur Guillaume n'a pas tardé à faire sentir sa mauvaise humeur aux Haïtiens». Mais le gouvernement du Général Nord ne cède pas d'un pouce, car aucune convention ne le lie avec l'Allemagne. Il n'est en rien tenu de lui accorder les mêmes avantages. En 1907, le retrait du décret impérial du 17 avril 1901 marque la fin de l'application du droit prohibitif qui frappait certains produits et denrées d'Haïti. La signature de la convention haïtiano-allemande a lieu le 31 juillet 1908. «Haïti y gagne de voir se rouvrir pour ses campêches et ses cacaos le port de Hambourg qui en recevait autrefois de grandes quantités» (NS 30 : 82, lettre du 30 juillet 1908).

Si la France renouvelle son traité avec Haïti en 1907, l'Allemagne et les États-Unis obtiennent de leurs côtés des avantages l'année suivante sur les droits de bières et de cordages. Devant la résistance de Nord Alexis, la France n'accède pas aux privilèges équivalents et ne s'en offusque excessivement: «à mon avis, cette question des bières et cordages n'était pas en réalité très importante pour nous, je crois qu'il ne serait pas bon d'insister davantage sur l'obtention gratuite de la faveur accordée aux États-Unis par la loi du 29 août 1908. En effet, il ne faut pas oublier que nous avons le traité de commerce le plus avantageux qui ait été signé en Haïti jusqu'à ce jour» (NS 30 : 145, lettre du 30 juin 1909). À long terme, la France espère regagner du terrain.

entre les deux Nations dites «favorisées» (NS 29 : 58, lettre du 9 janvier 1900, Paris, à destination du ministre français des Finances).

Les Allemands en Haïti s'impliquent pour réussir leur intégration à la société haïtienne. À l'inverse des Français, le préjugé de couleur ne semble guère les préoccuper. Ils investissent par l'obtention de contrats de concession (minerais, chemin de fer) pendant que les ressortissants de la voisine du continent restent frileux et l'ingérence nord-américaine se dessine. L'ingérence est perceptible par le biais de «ses négociants, ses ingénieurs, ses banques, sa marine marchande».⁴¹ La crainte française de l'avancée allemande se focalise sur la dimension politique (financement des partis) et relationnelle, occultant le terrain économique national pourtant largement occupé par l'Allemagne. Sa formidable puissance a éclaté sans fard avec l'affaire Lüder et portera loin ses conséquences symboliques.⁴² En 1899 et 1900, le Représentant français redoute un débarquement allemand en Haïti. Force est également de constater son efficacité dans la résolution de ses réclamations, au grand dam de la France: le fantôme de sa marine de guerre suffit à en accélérer le règlement, comme en 1902.

La conscience de l'ampleur des enjeux économiques entre Haïti et l'Allemagne manque à l'interprétation diplomatique française. Comme si, faute d'investissement français en Haïti, ce terrain était par avance inaccessible. La confrontation avec la concurrence semble ainsi se cloisonner à des luttes diplomatiques, comme si ce rempart français était le dernier, celui qu'il fallait défendre. Ne s'est-elle pas trompée de combat en concentrant son énergie sur les relations diplomatiques haïtiennes? Les progrès nord-américain et allemand sont sensibles sans être pour autant considérés ou contrés efficacement. En 1910, la France baisse les bras.

Somme toute, cette approche révèle la complexité de la situation haïtienne encore à l'ordre du jour: son avenir semble misé entre les différentes puissances. La concurrence pour le commerce maritime par exemple se joue entre la Compagnie Générale Transatlantique, la *Hamburg-Amerika Linie* et la *Deutsche Lloyd*. La façade haïtienne se maintient jusqu'en 1905-1908 pour s'effacer ensuite avec la lutte ouverte entre la PCS et la Compagnie Mac Donald. Nous retrouvons le même schéma dans la polémique au sujet des chemins de fer en

41 Nantes, 2 MI 7 vol 27 : 27, lettre du 21 septembre 1902.

42 «[...] toute cette affaire a été artificiellement grossie. On voulait châtier Haïti, telle est l'exacte vérité» (NS 10 : 48, lettre du 13 juin 1898).

Haïti. Toutefois, le climat diplomatique change. L'animosité du Président Nord Alexis à l'égard des étrangers amène l'Allemagne à se rapprocher de la France (1904), ponctuellement. Utiliser la force maritime pour accéder au règlement des affaires en cours ne suffit plus; de nouvelles stratégies personnelles et financières se développent. Les gouvernements haïtiens entendent limiter autant que possible l'influence étrangère dans le pays. Les efforts manifestes de la France semblent plus ou moins gérés selon les forces en présence. En 1908, Dalbémard Jean Joseph rédige par exemple à l'intention de Carteron, Représentant français, une lettre pour lui signifier le mécontentement du Président Nord devant le rapprochement qu'il s'est autorisé «qui est une réelle immixtion [...] dans les affaires intérieures du Pays».⁴³ La résistance est complexe et passe par la personnalité du Chef de l'État, en témoigne la fermeté du Général Nord devant les revendications commerciales des puissances étrangères. D'où ces phases de tension exacerbée entraînant un déploiement d'instruments tantôt militaires, tantôt économiques.

Sources

Archives du Ministère des Affaires Étrangères (Paris), Archives des Postes (Nantes).
 Presse haïtienne (Port-au-Prince): *L'Impartial*, *Le Moniteur Officiel*, *Le Matin*, *La Fraternité*, *L'ami de l'ordre*.

Bibliographie

- Aubin, Eugène (1910) : *En Haïti. Planteurs d'autrefois et nègres d'aujourd'hui*. Paris: Colin.
- Benoît, Pierre (1954) : *1804-1954: cent cinquante ans de commerce extérieur d'Haïti*. Port-au-Prince: Collection du Cent-Cinquantenaire.
- Berloquin-Chassany, Pascale (2004a) : *Haïti: une démocratie compromise, 1809-1911*. Paris: L'Harmattan.
- (2004b) : «Agir contre le droit d'ingérence: la méthode Firmin contre celle de Papa Nord (1902-1908)». Dans: *Africulture*, 58 : 45-50.
- Coradin, Jean D. (1995) : *Histoire diplomatique d'Haïti. 1870-1908*, nouvelle édition, vol. 3. Port-au-Prince: Éditions des Antilles.

43 NS 14 : 25, lettre du 4 septembre 1908, au sujet d'une missive de Carteron du 1^{er} août 1908.

- Corvington, Georges (1994) : *Port-au-Prince au cours des ans*, vol. 4: *La métropole haïtienne du XIX^e siècle, 1888-1915*. Port-au-Prince: Deschamps.
- Firmin, Anténor (1901) : *La France et Haïti*. Paris: Pichon.
- (1905) : *M. Roosevelt, président des États-Unis et la République d'Haïti*. Paris: Pichon et Durand-Auzias.
- (2003 [1885]) : *De l'égalité des races humaines, anthropologie positive*. Paris: L'Harmattan.
- Gaillard, Gusti-Klara (1989) : *L'expérience haïtienne de la dette extérieure ou une production caféière pillée: 1875-1915*. Port-au-Prince: Deschamps.
- Gaillard, Roger (1995) : *La République exterminatrice*, vol. 5: *Le grand fauve (1902-1908)*. Port-au-Prince: Éditions Le Natal.
- Henderson, William Otto (1993) : *The German Colonial Empire. 1884-1919*. London: Cass.
- Joachim, Benoît (1979) : *Les racines du sous-développement en Haïti*. Port-au-Prince: Deschamps.
- Justin, Joseph (1896) : *Les relations extérieures d'Haïti, étude historique et diplomatique*. Paris.
- Lahme, Rainer (1990) : *Deutsche Außenpolitik. 1890-1894*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht.
- Manigat, Leslie F. (1995) : *La crise haïtienne contemporaine: une lecture d'historien-politologue, ou Haïti des années 1990: une grille d'intelligibilité pour la crise présente*. Port-au-Prince: Éditions des Antilles.
- (2003) : «Haïti: de l'hégémonie française à l'impérialisme américain». Dans: Ferro, Marc (dir.): *Le livre noir du colonialisme. XVI^e-XXI^e siècle: de l'extermination à la repentance*. Paris: Laffont, pp. 220-229.
- Marcelin, Frédéric (1909) : *Le Général Nord Alexis*, 3 vols. Paris: Kugelmann.
- Michel, Georges (1989) : *Les chemins de fer de l'île d'Haïti*. Port-au-Prince: Éditions Le Natal.
- Péan, Marc (1977) : *L'illusion héroïque: 25 ans de vie capoise*. [Port-au-Prince].
- Renouvin, Pierre (dir.) (1955) : *Histoire des relations internationales, 1871-1914*. Paris: Hachette.
- Tippenhauer, Louis Gentil (1893) : *Die Insel Haiti*. Leipzig: Brockhaus.
- Turnier, Alain (1955) : *Les États-Unis et le marché haïtien*. Washington, D.C.
- (1989) : *Quand la Nation demande des comptes*. Port-au-Prince: Éditions Le Natal.